Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 39 (2012)
Heft: 3

Artikel: "Un signal précis a été donné"
Autor: Engel, Barbara / Goetschel, Laurent
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-913001

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

«Un signal précis a été donné»

Le conseiller fédéral Didier Burkhalter a présenté début mars les axes stratégiques de la politique extérieure pour les quatre prochaines années. D'après Laurent Goetschel, professeur de sciences politiques à l'Université de Bâle et directeur de la Fondation suisse pour la paix swisspeace à Berne, si cette nouvelle stratégie est logique, elle manque en revanche de concepts directeurs.
Interview par Barbara Engel

«REVUE SUISSE»: *Après la présentation des axes stratégiques de la politique étrangère, les médias suisses ont parlé de changement fondamental. Partagez-vous ce point de vue?*

LAURENT GOETSCHEL: On ne peut pas vraiment parler de changement fondamental dans le choix des axes. L'Europe, la coopération au développement, la promotion de la paix, l'environnement, le droit international, la neutralité, la place financière et le commerce sont toujours à l'ordre du jour. En revanche, l'ordre des priorités a changé. Les pays voisins arrivent en haut de la liste, suivis de l'Europe puis du reste du monde. C'est une focalisation délibérée sur l'environnement proche.

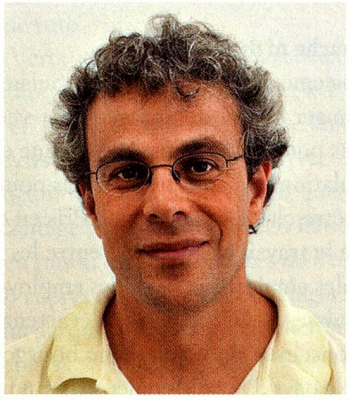
Quelle est, à votre avis, la raison de ce changement?

À l'heure actuelle, nous avons quelques problèmes importants à régler avec nos voisins directs. Les accords fiscaux bilatéraux avec certains États par exemple, mais aussi les différends institutionnels avec l'Union européenne. En outre, l'aéroport de Zurich ou les discussions sur la libre circulation des personnes posent également problème.

Vous pensez donc que les axes stratégiques sont fixés selon une logique claire et qu'il n'y a pas de surprises.

Disons que je comprends pourquoi les axes stratégiques ont été fixés ainsi. En lisant le rapport, on perçoit aussi qu'un signal précis a été donné. C'est sans doute un signal personnel de la part de Didier Burkhalter à l'attention de Micheline Calmy-Rey, à qui il succède à ce poste. Les thèmes qui lui étaient très chers comme la coopération internationale ou la promotion de la paix font certes toujours partie des axes stratégiques, mais n'arrivent plus en tête des priorités.

Le conseiller fédéral Didier Burkhalter a présenté ses axes stratégiques deux mois seulement après son entrée en fonctions. Peut-on en conclure que le rapport comporte avant tout les axes stratégiques que les diplomates du DFAE jugent adéquats et importants et qu'ils n'avaient peut-être pas réussi à imposer sous le mandat de Mme Calmy-Rey?



Laurent Goetschel

Le DFAE compte aussi beaucoup de diplomates qui défendent d'autres intérêts et opinions. Ce que j'ai constaté, c'est que bon nombre d'entre eux appréciaient l'engagement de la conseillère fédérale, même s'il tendait parfois à l'activisme. Il me semble que les nouvelles priorités fixées sont plutôt le fruit de critiques issues des milieux politiques et économiques hors du département.

L'une des missions centrales de la politique étrangère du ministre est de prendre soin des Suisses de l'étranger. Savez-vous ce que cela signifie?

Ce n'est pas une question facile. Les quelque 700 000 Suisses de l'étranger veulent sûrement tout simplement qu'on ne les oublie pas à Berne. Voire mieux, qu'on parle d'eux. De par leur nombre, ils sont l'emblème majeur de la Suisse et sont volontiers considérés comme des «ambassadeurs». Bien que je ne sois pas Suisse de l'étranger, j'ai toujours l'impression que la perception de la Suisse dans le monde passe avant tout par les personnes et les individus. Les Suisses de l'étranger sont donc effectivement les représentants de la Suisse et jouent un rôle majeur dans l'image du pays. C'est une bonne chose que le ministre des Affaires étrangères en soit conscient. Reste à savoir comment cela se traduira pour les Suisses de l'étranger en matière de prestations fédérales. Plusieurs domaines très divers sont concernés, du service consulaire aux questions fiscales, sans oublier la participation électorale et les assurances. Le DFAE n'est pas le seul à être compétent sur ces questions.

Pensez-vous que certains points ont été oubliés des axes stratégiques de la politique étrangère?

Je n'ai pas l'impression qu'il manque quoi que ce soit de fondamental. Cela dit, depuis quelques années, ces rapports sont rédigés de telle sorte que personne ne puisse rien y objecter. Ce qui est le cas de celui-ci. Il s'agit plus d'un état des lieux des efforts à fournir que de véritables objectifs. Dans le domaine des relations avec l'Union européenne, qui sont maintenant une vraie priorité, il serait toutefois souhaitable et utile que le gouvernement développe à nouveau des concepts directeurs. Action qui relève en réalité du mandat exécutif. Il ne suffit plus de déclarer une fois encore que nous misons sur la voie bilatérale. Mais peut-être était-il tout simplement trop tôt pour cela.

Vous observez la politique étrangère suisse depuis de nombreuses années. La position de la Suisse dans le monde est-elle aujourd'hui plus compliquée? Notre image a-t-elle souffert?

Notre image est devenue plurielle. Si la Suisse était considérée autrefois avant tout comme un pays beau et sympathique, elle a aujourd'hui plus de facettes. Par exemple, il y a vingt ans, on savait déjà que les banques suisses étaient un refuge pour l'argent d'origine douteuse. Aujourd'hui, ce constat n'est tout simplement plus jugé ni considéré de la même manière. C'est pourquoi on fait pression sur la Suisse pour l'amener à respecter certaines règles. Mais je ne pense pas que l'image de la Suisse ait fondamentalement souffert. Elle est toujours considérée comme un État convenable et un pays où l'on aimerait bien vivre.

BARBARA ENGEL est rédactrice en chef de la «Revue Suisse»

Photo: ZVG